

2022 N° 31

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Arrondissement de Toulouse

MAIRIE DE MERENVIELLE

Objet :

**ADOPTION DU PROCES-
VERBAL DE LA SEANCE DU
20 JUIN 2022**

Convocation du 13 juillet 2022

Nombre de membres en exercice : 11

Membres présents : 9

Absentes Excusées : 2

Absent(e)s donnant pouvoir :

VOTE

Nombre de votants : 9

Dont pouvoir :

Pour : 9

Un extrait de la présente délibération
a été affichée en Mairie
le

Rendue exécutoire de plein droit

Le

en application des dispositions de l'article
L 2131-1 du Code

Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire,

Raymond ALEGRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL
MAIRIE DE MERENVIELLE**

SEANCE DU MERCREDI 20 JUILLET 2022 A 19H00

L'an deux mille vingt deux, le mercredi 20 juillet, à 19h00.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la
présidence de Monsieur Raymond ALEGRE, MAIRE.

Etaient présents : Mmes ASTUDILLO BRIONES GARRIGUES Clara, MORONI
DENAT Martine, MILHES Bernadette.

Mrs ALEGRE Raymond, BAUTE Philippe, GIRARD Pascal, MARAVAL Alain,
REGNARD Armand, SERIS Bernard.

Absentes excusées :

Mmes DUPUY Agnès, JONES Margaret

Monsieur MARAVAL Alain a été nommé secrétaire.

Le Président de séance donne lecture à l'assemblée du procès-verbal en pièce
jointe relatif à la séance du Conseil Municipal en date du 20 juin 2022.

**Le Conseil, entendu l'exposé de son Président de séance et après en avoir
délibéré :**

- Prend acte et approuve le procès-verbal de la séance du Conseil
Municipal en date 20 juin 2022.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré, le jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.



Le Maire,


Raymond ALEGRE



Du 20 juin 2022

○○

L'an deux mille vingt et deux, le **lundi 20 juin à 18h30**, le Conseil Municipal de la Commune de Mérenvielle régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de **Monsieur Raymond ALEGRE, Maire.**

CONSEILLER(E)S	Présent(e)s	Excusé(e)s	Pouvoir à
ALEGRE Raymond	X		
MILHES Bernadette		X	ALEGRE Raymond
ASTUDILLO BRIONES GARRIGUES Clara		X	MORONI-DENAT Marine
BAUTE Philippe	X		
DUPUY Agnès	X		
GIRARD Pascal	X		
JONES Margaret	X		
MARAVAL Alain	X		
MORONI DENAT Martine	X		
REGNARD Armand		X	MARAVAL Alain
SERIS Bernard	X		
TOTAL :	8	3	
Nombre de votants :	11		

Le Conseil Municipal a été convoqué le **15 juin 2022**. Les documents relatifs aux délibérations à prendre au cours de la séance ont été adressés aux conseillers, le 15 juin dernier également.

.....
Monsieur le Maire ouvre la séance du conseil régulièrement convoqué, à 18h00. Il appelle à candidature pour le secrétariat de séance. C'est Monsieur Alain MARAVAL qui est désigné secrétaire de cette séance.

Monsieur Raymond ALEGRE constate que les onze membres du Conseil sont présents ou réglementairement représentés, qui émargent la feuille de présence.

Le quorum étant largement atteint, il aborde ensuite l'ordre du jour prévu :

.....
Secrétaire de séance : **Monsieur Alain MARAVAL a été nommé Secrétaire.**
.....

2022-21 ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 15 AVRIL 2022

Monsieur le Maire commente le projet de procès-verbal adressé au préalable aux membres du conseil municipal.

Il fait appel à questions auprès de l'assemblée. Mme MORONI-DENAT, excusée lors de cette séance, signale qu'elle a constaté 9 votants pour la délibération alors qu'il y a 11 votants pour les autres.

Monsieur le Maire lui répond que cette délibération concernant l'approbation du compte administratif 2021 de la Commune est prise en l'absence du Maire, et, comme il disposait d'un pouvoir pour représenter Mme MILHES, seulement 9 votes ont été pris en compte.

Monsieur Pascal GIRARD fait également remarquer que la dénomination de l'ADMR et « l'ADMR de Bouconne » et non l' « ADMR de Pibrac ».

Monsieur le Maire constate qu'il n'y en a pas d'autre remarque ou observation. Il propose alors de passer au vote pour l'adoption de ce procès-verbal.

A l'issue de ce vote, il constate que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-22 ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ELECTRICITE

Monsieur le Maire expose les motifs de cette proposition de délibération du Conseil municipal. Il indique que plusieurs éléments de contexte l'ont conduit à le faire :

- Les tarifs réglementés de vente de l'électricité pour les puissances supérieures à 36 kVA ont été supprimés depuis le 1er janvier 2016,
- Les tarifs réglementés de vente d'électricité pour les puissances inférieures ou égales à 36 kVA ont été supprimés pour les collectivités, employant plus de 10 personnes et dont la dotation globale de fonctionnement et les recettes des taxes et impôts locaux dépassent 2 M€, depuis le 1er janvier 2021,
- Le regroupement des acheteurs publics d'électricité est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur budget d'énergie,
- Le SDEHG actualise son groupement de commandes pour l'achat d'électricité auquel les collectivités et établissements publics du département peuvent être membres,

Du fait de ces considérations, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- D'adhérer à ce groupement de commandes
- De l'autoriser à signer la convention d'adhésion
- D'autoriser le représentant du SDEHG, coordonnateur du groupement à signer les marchés pour le compte de la collectivité.

Il propose au Conseil de se prononcer sur ces 2 propositions. À l'issue du vote, il constate que cette délibération a été approuvée à l'unanimité.

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-23 ADHESION DE LA COMMUNE DE FONTENILLES AU GRAND OUEST TOULOUSAIN – APPROBATION DE L'ETUDE D'IMPACT

Monsieur le Maire rappelle l'état d'avancement du projet d'adhésion de la Commune de Fontenilles à la Communauté de Communes du Grand Ouest Toulousain.

Il rappelle la décision d'engager les travaux pour cette adhésion prise par le Conseil communautaire (délibération n° 2021-183 du Conseil Communautaire du 25 novembre 2021 relative à l'adhésion de la commune de Fontenilles au sein de notre Communauté de Communes).

Il indique également qu'une étude d'impact relative au retrait de la commune de Fontenilles de la Communauté de Communes de la Gascogne Toulousaine et son adhésion au Grand Ouest Toulousain a été réalisée et diffusée à l'appui de l'ordre du jour de cette réunion du Conseil.

Chaque conseiller(ère) a ainsi pu en prendre connaissance avant cette séance, et Raymond ALEGRE en fait une présentation synthétique et appelle à questions à ce sujet. Il constate qu'il n'y a pas de questions sur cette étude d'impact.

Monsieur le Maire indique que le Grand Ouest Toulousain a délibéré favorablement le jeudi 16 juin 2022 concernant cette adhésion de la commune de Fontenilles au sein de la Communauté de Communes, et approuvé cette étude d'impact.

Il indique que chacun des conseils municipaux des communes membres du Grand Ouest Toulousain doit à son tour se prononcer également sur cette adhésion et approuver cette étude d'impact.

C'est pourquoi il demande au Conseil de procéder au vote simultané sur ces 2 points, à savoir :

- **L'approbation de l'adhésion de la Commune de Fontenilles au Grand Ouest Toulousain (GOT) à compter du 30 avril 2023,**
- **L'approbation de l'étude d'impact de ce transfert de la Commune de Fontenilles de la CGCT au GOT.**

À l'issue de ce vote, il constate que cette **délibération est approuvée à l'unanimité** du Conseil.

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-24 ADHESION DE LA COMMUNE DE FONTENILLES AU GRAND OUEST TOULOUSAIN – ACCORD LOCAL SUR LE NOMBRE ET LA REPARTITION DES SIEGES DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

Monsieur le Maire indique, qu'en prévision de l'avis concernant l'adhésion de la commune de Fontenilles au Grand Sud-Ouest Toulousain le Conseil Communautaire du Grand Ouest Toulousain a pris une délibération le 16 juin 2022. Cette délibération a été prise dans le cadre suivant :

- La composition du Conseil Communautaire est régie par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Les articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 de ce Code prévoient qu'entre deux renouvellements généraux des Conseils Municipaux, lorsque le périmètre de l'EPCI est étendu par l'intégration d'une nouvelle commune, il peut être procédé à la détermination du nombre et à la répartition des sièges de conseiller communautaire par accord local.
- Dans le cadre de l'adhésion de la commune de Fontenilles au sein de notre Communauté de Communes, il sera proposé au Conseil Municipal de chaque Commune de modifier la composition du Conseil Communautaire en approuvant cet accord local.

- Cet accord devra respecter un principe général de proportionnalité par rapport à la population de chaque commune. Il doit être adopté par la moitié des conseillers municipaux regroupant les 2/3 de la population totale de l'EPCI ou par les 2/3 des conseillers municipaux regroupant la moitié de cette population totale. Cette majorité devant également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres, en l'espèce la commune de Plaisance-du-Touch.
- La population totale de l'EPCI ou par les 2/3 des conseillers municipaux regroupant la moitié de cette population totale. Cette majorité devant également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres, en l'espèce la commune de Plaisance-du-Touch.
- Cet accord local fixe à 47 le nombre de sièges du Conseil Communautaire du Grand Ouest Toulousain, répartis comme suit :

Nom des communes membres	Nombre de conseillers communautaires titulaires	Population 2019 (nombre d'habitants)
Fontenilles	6	6 863
Lasserre-Pradère	2	1 543
Léguevin	9	9 359
Lévignac	2	2 139
Mérenvielle	1	490
Plaisance-du-Touch	18	19 402
Sainte-Livrade	1	258
La Salvetat-Saint-Gilles	8	8 474

- Cette nouvelle composition du Conseil Communautaire ne s'appliquera qu'à compter de l'adhésion effective de la commune de Fontenilles, soit le 30 avril 2023.

Suite de cette présentation, il propose au Conseil d'approuver cette nouvelle composition du Conseil Communautaire du Grand Ouest Toulousain, à l'échéance du 30 avril 2023.

À l'issue du vote, il constate **que cette délibération a été approuvée à l'unanimité.**

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-25 MODALITES DE PUBLICITE DES ACTES PRIS PAR LES COMMUNES DE MOINS DE 3500 HABITANTS

Monsieur le Maire expose les éléments qui le conduisent à présenter ce dossier à l'ordre du jour du Conseil de ce jour.

Il signale que cela fait référence au décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Il rappelle au conseil municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.

Il précise que le décret sus-référencé prévoit, à compter du 1^{er} juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, que la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assurée sous forme électronique, sur leur site internet.

Il ajoute que ce décret prévoit toutefois que les communes de moins de 3500 habitants bénéficient cependant d'une dérogation.

Pour ce faire, elles peuvent choisir par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune

- Soit par affichage,
- Soit par publication sur papier,
- Soit par publication sous forme électronique.

Monsieur le Maire indique que ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal et qu'à défaut de délibération sur ce point avant le 1^{er} juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date.

Monsieur le Maire fait part au Conseil de la nécessité de maintenir une continuité dans les modalités de publicité des actes de la commune de Mérenvielle afin d'une part, de faciliter l'accès à l'information de tous les administrés et d'autre part, de se donner le temps d'une réflexion globale sur l'accès dématérialisé à ces actes.

Par conséquent, il propose au conseil municipal de choisir la modalité suivante de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire, ni un caractère individuel :

- **Publicité par publication papier à la mairie de Mérenvielle**

Il propose au Conseil de se prononcer sur cette proposition.

À l'issue du vote, il constate que **cette délibération a été approuvée à l'unanimité.**

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-26 CREATION D'UN POSTE D'AGENT RECENSEUR ET CONDITIONS DE SA REMUNERATION

Monsieur le Maire demande à Monsieur Pascal GIRARD de ne pas participer aux débats sur ce point. Monsieur GIRARD s'exécute.

Il rappelle la nécessité de créer un emploi d'agent recenseur pour accroissement temporaire dans le cadre du recensement de la population. Cet agent sera notamment chargé de distribuer, collecter les questionnaires à compléter par les habitants.

Considérant qu'il est nécessaire de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser le recensement de la population qui aura lieu du 19 janvier au 18 février 2023,

Considérant qu'il appartient à la commune de fixer la rémunération de l'agent recenseur, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de délibérer :

- Sur la décision de la création d'un emploi occasionnel non titulaire, à temps non complet, en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, pour réaliser les opérations de recensement allant du 19 janvier au 18 février 2023.
- Indique que l'agent recenseur recevra une rémunération forfaitaire, sur la base de l'indice brut 354 (à réviser selon le barème en vigueur à la date du recensement), pour une durée hebdomadaire de 15 heures (modulable selon le temps passé).
- Précise que les agents recenseurs recevront 40 € pour chaque séance de formation.
- Rappelle que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2023,
- Pour autoriser Monsieur Le Maire à effectuer les démarches nécessaires au recrutement de l'agent recenseur.

Monsieur le Maire soumet au vote du Conseil l'ensemble de ces points dans un vote unique. Il constate à l'issue de ce vote que cette **délibération est approuvée à l'unanimité des membres du Conseil**.

Nombre de votants :	10
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	10

2022-27 ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE & COMPTABLE M57 A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2023

Monsieur Le Maire procède à la présentation de cette nouvelle nomenclature et fait part au Conseil des éléments d'information suivants :

- La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instaurée au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.
- Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.
- Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14, soit pour la Ville de Mérenvielle son budget principal.
- Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024.
- Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Monsieur le Maire précise que :

- La commune de Mérenvielle dont la population est de 496 habitants, et conformément aux dispositions réglementaires visées ci-après, peut adopter le référentiel M57 dans sa version abrégée.
- A ce titre, l'adoption de ce nouveau référentiel comptable, en lieu et place de la M14, donne lieu, en matière budgétaire au recours au procédé de fongibilité des crédits, c'est-à-dire la faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de

crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Monsieur le Maire propose au Conseil d'approuver le passage de la commune de Mérenvielle à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2023, dans les conditions évoquées ci-dessus.

A l'issue du vote, il constate que cette **délibération est approuvée à l'unanimité des membres du Conseil.**

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-28 DECISION MODIFICATIVE N°1 SUR LE BUDGET PRIMITIF 2022

Monsieur le Maire expose à l'assemblée la nécessité d'apporter une rectification au niveau du budget primitif 2022 concernant les provisions.

En effet, le régime de droit commun est une comptabilisation semi-budgétaire, ce qui implique que le 6817 et le 7817 soient inscrits sous des chapitres réels (68 et 78) et pas des chapitres d'ordre.

Il propose donc que les opérations suivantes soient prises en compte dans cette décision modificative :

Dépenses de fonctionnement		Recettes de fonctionnement	
6817/042 :	- 1000 €	7817/042 :	- 1000 €
6817/68 :	+ 1000 €	7817/78 :	+ 1000 €

Il demande au Conseil de se prononcer sur cette proposition. A l'issue du vote, il constate que cette **délibération est approuvée à l'unanimité des membres du Conseil.**

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-29 DECISION MODIFICATION N°2 SUR LE BUDGET PRIMITIF 2022

Monsieur le Maire explique qu'une rectification au niveau du budget primitif 2022 doit être apportée, pour prendre en compte un ajustement de lignes budgétaires :

Dépenses d'investissement	
2313/040 :	- 10 000 €
2313/23 :	+ 10 000 €

Il demande au Conseil de prendre position sur cette proposition et constate à l'issue du vote que cette délibération est approuvée à l'unanimité des membres du Conseil.

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

2022-30 PROJET D'OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES DU PARKING DE LA GARE DE MERENVIELLE – CHOIX DE L'OPERATEUR

Monsieur le Maire propose à Monsieur Alain MARAVAL de présenter cette délibération. Ce dernier rappelle que ce dossier a fait l'objet d'un travail en commun avec la Communauté de Communes du Grand Ouest Toulousain, majoritairement détenteur des parcelles foncières d'assise du projet sur ce parking de la Gare et qu'il a fait l'objet d'un point d'information en questions diverses lors du dernier Conseil le 15 avril dernier. Il ajoute que la Commune de Mérenvielle a confié à la CCST (devenue GOT) la gestion de la procédure de sélection de l'opérateur qui réalisera l'installation et son exploitation ultérieure.

Il confirme qu'il a participé à la cellule technique d'études des 3 offres reçues suite à l'appel à manifestations d'intérêt pour ce projet publié en février dernier. L'analyse de ces offres a conduit à proposer de retenir celle de la société « Ombrières d'Occitanie », filiale de l'Agence Régionale Énergie Climat (AREC).

La Communauté de communes a pris position en retenant cette entreprise pour réaliser ce projet.

Monsieur le Maire indique qu'il convient que le Conseil municipal de Mérenvielle prenne également position puisqu'une des parcelles d'assise du projet appartient à notre Commune.

Il rappelle que le projet de délibération proposée au Conseil a fait l'objet d'une diffusion préalable à ses membres et invite les conseillers(ères) à demander toute précision utile à ce sujet.

Il ajoute qu'une soulte de 40 000 € est prévue pour la durée trentenaire du bail emphytéotique pour la mise à disposition de l'ensemble des parcelles nécessaires, dont la répartition sera à faire en lien avec la Communauté de Communes. Il demande au Conseil de l'autoriser à signer le bail emphytéotique/OAT à venir ainsi que toutes autres pièces nécessaires à la mise en place de ce projet.

Il propose aux membres du Conseil de se prononcer sur ce projet de délibération. À l'issue de ce vote, il constate que cette délibération est approuvée à l'unanimité des membres du Conseil.

Nombre de votants :	11
Dont procuration :	3
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	11

QUESTIONS DIVERSES

Information sur les demandes de subvention au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la Dotation au soutien de l'investissement local (DSIL)

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'une directive récente des services de l'État rappelle que les demandes de subvention relatives à des demandes de subvention (DETR – DSIL) relatives à la rénovation énergétique des bâtiments publics doivent être désormais impérativement accompagnées d'un audit énergétique.

Cet audit énergétique doit permettre de démontrer que les investissements prévus permettent d'atteindre les objectifs de réduction de 60% de la consommation énergétique des bâtiments tertiaires à l'horizon 2050 (cf. le dispositif « éco-énergie tertiaire » du décret « tertiaire »).

Monsieur Alain MARAVAL intervient pour indiquer que la Commune de Mérenvielle est a priori peu concernée par ce texte, compte-tenu de son patrimoine immobilier.

Information sur la réunion avec la Communauté de communes & Réseau31 sur le projet d'assainissement collectif

Monsieur le Maire demande à Monsieur Pascal GIRARD d'informer le Conseil sur ce point. Monsieur Pascal GIRARD rappelle l'objectif de raccordement d'une partie du centre-bourg au réseau collectif, avec un poste de relevage pour rejoindre la station d'épuration de Lévigac, dans le secteur du carrefour entre la route de Remoulin et la RD42B.

Monsieur Alain MARAVAL qui participait également à cette réunion précise que Réseau31 a indiqué que le coût forfaitaire de raccordement au réseau communal d'assainissement du bourg sera de 1000 € et que les travaux de raccordement de chaque habitation seront à la charge des propriétaires.

Monsieur le Maire précise qu'en fin de cette année ou en début d'année prochaine, le dossier sera lancé pour l'ouverture de la zone à construire « Vieille Cote » au PLU pour la fin d'année 2023. Par ailleurs le travail sera engagé par la Communauté de communes pour préparer le PUP (Plan d'urbanisation partenarial) afin de définir les modalités de participation de l'aménageur aux coûts d'aménagement du carrefour entre la route de Remoulin et la RD42B.

Point sur les contacts avec l'Association « Énergie Citoyenne Pays Portes de Gascogne » et la SAS du même nom :

Monsieur le Maire demande à Monsieur Alain MARAVAL de faire ce point. Ce dernier donne les informations suivantes :

- Des contacts ont eu lieu au cours des dernières semaines avec ces structures (Association et SAS) pour évoquer les possibilités de coopération sur divers dossiers.
- Il précise que la structure associative a pour objet de développer l'appui aux porteurs de projets portant sur le développement d'unités de production photovoltaïque, quel que soit le statut de ces porteurs de projet (particuliers, entreprises ou structures publiques). La SAS a par contre pour objet de mettre en place des unités de production en toiture, en négociant la mise à disposition de ces toitures, principalement sur des bâtiments propriétés de collectivités publiques. 8 unités de production de 9 kWc à 36 kWc sont ainsi actuellement gérées par cette SAS, soutenue par les pouvoirs publics en particulier le Conseil Régional Occitanie.
- Il ressort de ces contacts les points suivants :
 - L'association peut nous apporter son appui pour l'installation prévue sur la toiture de l'atelier municipal. Une réunion de travail est prévue mardi 21/06 à cet effet.
 - Avec la SAS, l'inventaire des toitures des bâtiments municipaux a été réalisé dernièrement, et celle de la salle polyvalente serait susceptible de les intéresser pour y installer une unité de 36 kWc. M. MARAVAL indique qu'il s'agit dans l'immédiat de prises de contact préliminaires qui nécessiteront un travail approfondi, si cet intérêt de la SAS se confirme, pour notamment en préciser les modalités.

- L'éventualité d'un appui également de cette structure pour déployer une unité en autoconsommation pour la crèche a également été évoquée.
-

Retour d'information suite à une réunion avec ENEDIS

Monsieur Raymond ALEGRE indique qu'il a reçu en mairie avec Monsieur Armand REGNARD, le 19 mai dernier, le directeur territorial de l'agence locale d'ENEDIS et sa chargée d'affaires pour faire le point sur les possibilités de raccordement au réseau pour les divers projets communaux.

Concernant le projet d'installation d'ombrières sur le boulodrome municipal, il lui a été confirmé qu'un aménagement du réseau serait nécessaire pour supporter la puissance injectée dans le réseau par cette installation (puissance prévue de 170 kWc). Le directeur territorial a confirmé qu'ENEDIS serait en capacité de prendre en charge 60% du coût des travaux correspondants.

Monsieur Alain MARAVAL a repris contact avec Madame MIRABAIL, chargée d'affaires, pour lui demander de préciser le coût prévisionnel de ces travaux. Elle lui a indiqué qu'il fallait faire une demande préalable de raccordement qui permettra de faire l'étude préalable nécessaire au chiffrage du projet d'aménagement du réseau.

Monsieur le Maire mandate Monsieur Alain MARAVAL pour qu'il fasse le nécessaire directement sur le site Internet d'ENEDIS.

Point culture au niveau du GOT

Monsieur Pascal GIRARD confirme que plusieurs réunions d'un groupe de travail ont eu lieu au niveau de la Communauté de communes. Il a pu constater que les financements qui seront potentiellement mobilisés concerneront des projets relativement ambitieux. De plus les demandes de financement devront être fortement anticipées. Si les acteurs locaux à Mérenvielle souhaitent donc solliciter de tels financements, cela suppose de formater au préalable des projets culturels relativement conséquents.

Il précise enfin que ce groupe de travail auquel il participe au sein du GOT se réunit régulièrement pour continuer à définir la politique culture de l'intercommunalité en lien avec les autres collectivités, notamment le Conseil Départemental qui a été représenté à la dernière réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à **20h30**.

Mr ALEGRE Raymond



Mme MILHES Bernadette



Mme ASTUDILLO GARRIGUES Clara



Mr BAUTE Philippe



Mme DUPUY Agnés

Mr GIRARD Pascal



Mme JONES Margaret

Mr MARAVAL Alain



Mme MORONI DENAT Martine



Mr REGNARD Armand



Mr SERIS Bernard

